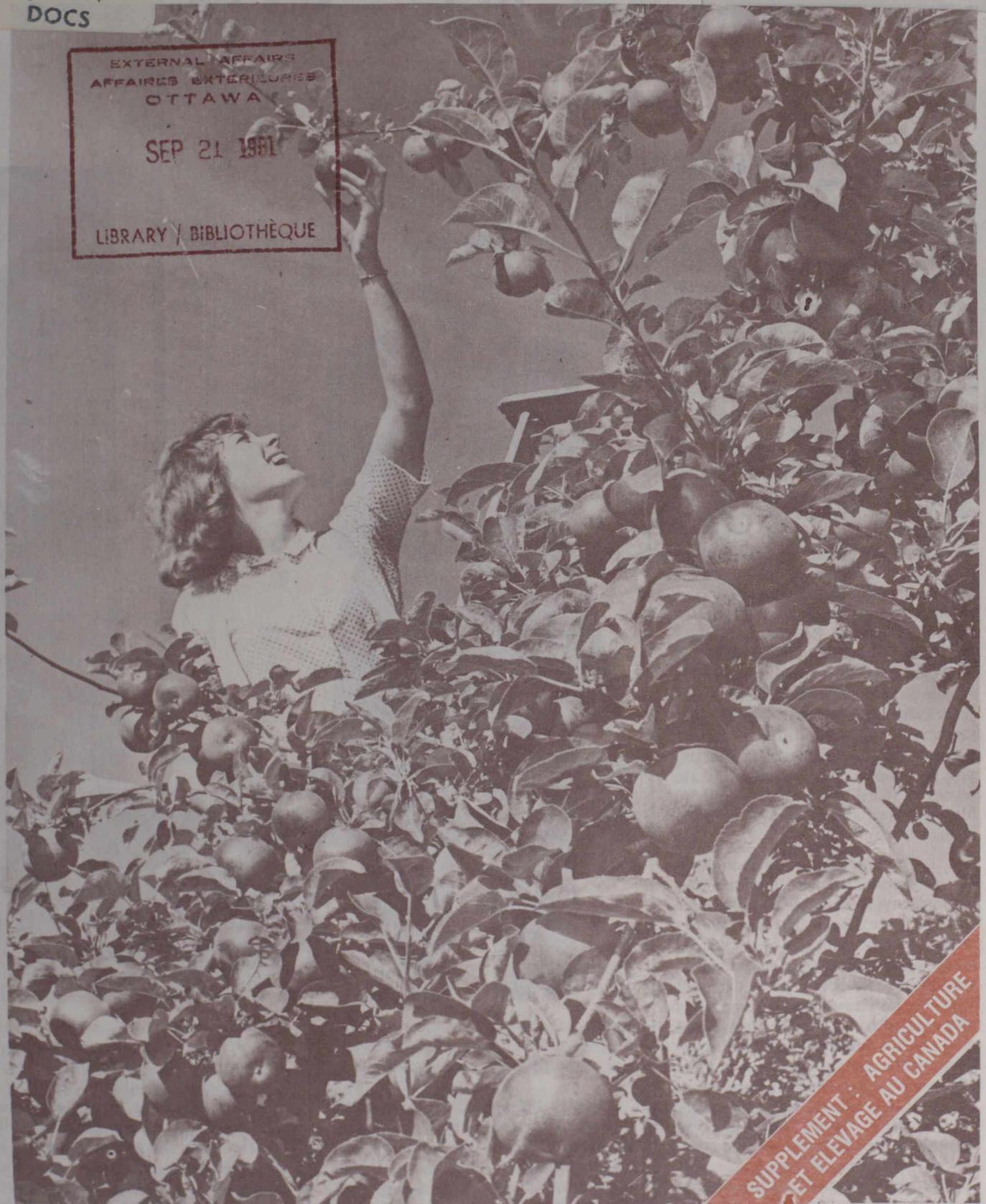


Le Canada et l'Afrique

CA1
EA965
C11
#9, août/81
DOCS

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01030101 1

EXTERNAL AFFAIRS
AFFAIRES ÉTRANGÈRES
OTTAWA
SEP 21 1981
LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE



SUPPLEMENT : AGRICULTURE
ET ÉLEVAGE AU CANADA





Poursuite du Dialogue Nord-Sud

Le Premier ministre Trudeau en Algérie

LE drapeau à la feuille d'érable flottait dans les grandes artères d'Alger du 16 au 18 mai pour accueillir le Premier ministre Pierre Elliott Trudeau qui effectuait une visite officielle en Algérie, à l'invitation du président Chadli Bendjedid. Lors d'un dîner officiel offert au Palais du Peuple, les deux hommes d'Etat ont souligné l'importance d'approfondir les contacts entre les deux pays et d'accentuer les échanges économiques qui ont déjà atteint un niveau très important.

Le but premier de la visite du Premier ministre Trudeau était de discuter avec les autorités algériennes les perspectives futures du dialogue Nord-Sud, dont l'Algérie est un des principaux architectes. Au cours de sa visite, M. Trudeau a eu des entretiens avec le président Chadli ainsi qu'avec le ministre algérien des Affaires étrangères, Mohamed Benyahia, concernant le développement international et les possibilités de coopération entre le monde en voie de développement et les pays industrialisés. Les dirigeants canadiens et algériens ont convenu de promouvoir un dialogue fructueux, plus particulièrement lors du prochain sommet Nord-Sud de Cancun au Mexique ainsi qu'au sein des Nations Unies.

L'autre objectif important de la visite du Premier ministre Trudeau était de promouvoir les relations bilatérales entre les deux pays tant dans le domaine économique que dans le domaine de la coopération technique et scientifique. Les deux parties se sont félicitées de l'essor qu'ont connu les relations entre l'Algérie et le Canada au cours des dernières années. Rappelons dans ce contexte que la valeur des exportations canadiennes à destination de l'Algérie a atteint 400 millions de dollars en 1980, faisant ainsi de l'Algérie le plus important marché d'exportation du Canada en Afrique. Le Canada livre principalement à l'Algérie des céréales, du lait, des biens d'équipement et des produits semi-finis. Des sociétés canadiennes ont contribué à la réalisation de certains grands projets industriels en Algérie, et suite au tremble-



● Sommet d'Ottawa du 20 au 21 juillet

ment de terre d'El Asnam, au mois d'octobre 1980, certaines d'entre elles ont participé à la reconstruction de la ville.

En 1979, la Société pour l'expansion des exportations (SEE) du Canada a accordé à l'Algérie une ligne de crédit de 1,2 milliard de dollars pour financer des importations de biens d'équipement en provenance du Canada.

Le Premier ministre Trudeau et le président Chadli Bendjedid ont réaffirmé leur volonté de voir les relations bilatérales se développer encore da-

vantage à l'avenir. Ils ont convenu entre autre que la coopération technique entre les deux pays devrait faire l'objet d'une plus grande attention.

Avant de quitter Alger, le Premier ministre Trudeau a exprimé ses vifs remerciements au président Chadli, au gouvernement algérien et au peuple algérien pour l'accueil particulièrement chaleureux et amical qui lui avait été réservé. Il a de plus invité le président Chadli à se rendre en visite officielle au Canada et le président Chadli a accepté cette invitation avec plaisir. ■



Nouvel espoir

Après le Sommet d'Ottawa

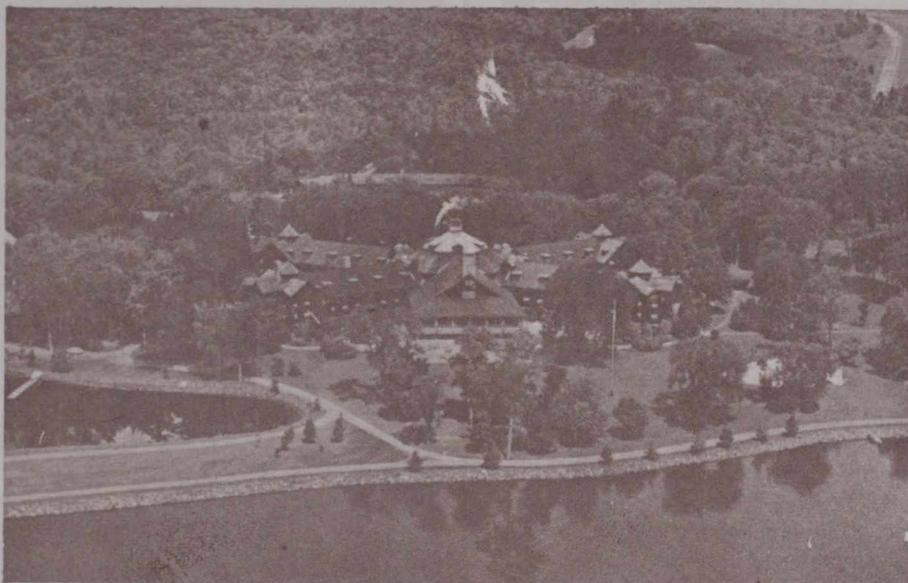
LES chefs d'Etat ou de gouvernement des sept pays les plus industrialisés (Etats-Unis, Canada, Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon) se sont réunis les 20 et 21 juillet à Ottawa. Bien que la tâche primordiale de ce sommet fût de revitaliser les économies des pays industriels, il était acquis, dès le départ, qu'il n'était pas possible de dissocier les problèmes économiques et monétaires du problème plus vaste encore - celui du dialogue Nord-Sud. La déclaration de politique commune, lue le premier soir de la réunion par le Premier ministre Pierre Elliott Trudeau, au nom des sept pays représentés, laissait déjà entendre que des « progrès très substantiels » avaient été faits en vue de l'octroi d'une plus grande partie de l'aide au développement aux pays les plus pauvres.

Avant la fin des travaux du sommet, tous les sept pays se prononçaient en faveur de la préparation d'un processus mutuellement acceptable de négociations globales avec les pays en voie de développement.

La reconnaissance de la nécessité de la relance du dialogue Nord-Sud est ressortie dans le communiqué final qui souligne, entre autres, l'engagement des pays industrialisés à collaborer avec les pays en voie de développement dans un souci d'intérêt, de respect et d'avantages mutuels, conscients de la réalité de l'interdépendance.

« Il est de notre intérêt, comme du leur, que les pays en voie de développement poursuivent pleinement leur croissance et s'intègrent plus complètement au système économique international en y jouant un rôle à la mesure de leurs capacités et de leurs responsabilités. Nous sommes désireux de poursuivre avec ces nations des discussions constructives et portant sur des problèmes de fond ».

Le communiqué final souligne le rôle de l'interdépendance et l'importance du renforcement des économies des pays industriels pour les pays moins riches. « Nous tenons à ce propos à faire remarquer que le renforcement de nos propres économies, l'élargisse-



● *Le chateau de Montebello, lieu de rencontre du sommet d'Ottawa.*

ment de l'accès à nos marchés et l'élimination des obstacles aux flux des capitaux se traduisent par une disponibilité accrue des ressources et de la technologie dont ont besoin les pays en développement, complétant ainsi l'aide publique. L'orientation des capitaux privés vers ces pays se fera d'autant mieux que ceux-ci garantiront la protection et la sécurité des investissements ».

En raison de cette interdépendance, il est nécessaire, autant pour les pays industriels que pour les pays en développement, que les objectifs du sommet d'Ottawa - lutte contre l'inflation et le chômage, réduction de l'endettement public et augmentation du soutien en faveur de l'investissement productif - soient encouragés et atteints.

D'autre part, les pays représentés ont affirmé leur volonté d'étudier avec les pays en développement non producteurs de pétrole les moyens de collaborer à l'expansion économique de ces pays.

Ils ont reconnu l'importance de l'accroissement de la production alimentaire dans le monde en développement et le besoin d'une plus grande sécurité alimentaire pour tous.

Concernant leur politique commerciale, ils se sont déclarés prêts à travail-

ler ensemble « au renforcement du système de commerce multilatéral ouvert tel qu'il prend forme dans le GATT ». « Nous travaillerons au renforcement de ce système dans l'intérêt de tous les pays partenaires commerciaux conscients de ce que cela impliquera.

Nous appliquerons les accords conclus lors des négociations commerciales multilatérales et invitons les autres pays, notamment ceux en développement, à participer à ces accords commerciaux mutuellement profitables ».

Le « Sommet d'Ottawa » a fourni l'occasion aux pays participants d'échanger des points de vue sur les graves problèmes de l'heure, de renforcer l'amitié mutuelle et d'étudier les moyens de collaborer avec les partenaires du reste du monde, en particulier ceux en voie de développement.

« Nous réaffirmons notre volonté d'explorer toutes les voies de consultation et de coopération avec les pays en développement dans toute enceinte appropriée. Nous sommes prêts à participer à la préparation d'un processus mutuellement acceptable des négociations globales dans des conditions permettant d'espérer des progrès notables ». Il appartiendra au prochain sommet de Cancun au Mexique, en octobre, de concrétiser ces espoirs. ■



Amitié et coopération

Le président de l'ACDI en visite au Sénégal

LE président de l'Agence canadienne de Développement international, M. Marcel Massé, a effectué une visite officielle au Sénégal, du 2 au 9 mai 1981. Cette visite, à l'exemple de celle du Premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau quatre mois plus tôt, s'est inscrite dans le cadre du dialogue Nord-Sud et s'est présentée comme une concrétisation naturelle des engagements pris par M. Trudeau à l'égard du Sénégal lors de son voyage du mois de janvier. Elle se voulait une preuve tangible de la volonté du gouvernement canadien de s'ouvrir davantage vers les pays du Tiers - Monde et de rendre l'aide encore plus efficace. C'est d'ailleurs dans cette perspective que le montant des budgets de l'aide au développement a été augmenté.

M. Massé était accompagné de son épouse qui est d'origine sénégalaise, ainsi que d'une importante délégation dont M. Michel de Goumois, sous-secrétaire d'Etat suppléant aux Affaires extérieures.

Avant d'inaugurer les travaux de la première réunion de la commission bilatérale canado - sénégalaise qui s'est tenue du 7 au 9 mai à Dakar, M. Massé s'est rendu dans plusieurs régions du Sénégal pour visiter des projets en exécution.

En Casamance où il a reçu un accueil chaleureux de la part de la population, il a visité, en compagnie du gouverneur de la région et de nombreux notables et hauts - fonctionnaires locaux, la forêt de Tendouck et le projet de protection forestière de la Casamance. Ce projet a débuté en 1975 et consiste à doter la région de la Casamance d'équipements techniques et de méthodes efficaces pour lutter contre les feux de brousse. Avant le démarrage de ce projet, les feux de forêt détruisaient plus d'un million d'hectares de forêt par an. La participation canadienne à ce projet s'élève à 390 millions de francs CFA dont 310 millions en financement direct et 80 millions par le biais du fonds de blé canadien.

En Casamance, M. Massé s'est également rendu dans le campement touristique de Coubalan qui a été réalisé, en 1976, dans le cadre de la construc-



● M. Marcel Massé, président de l'ACDI, accompagné de l'Ambassadeur du Canada au Sénégal M. Marc Perron, était reçu en audience par le Président du Sénégal, S.E. Abdou Diouf.



● La première réunion de la commission mixte s'est tenue à Dakar du 7 au 9 mai 1981. Ci-dessus la signature du communiqué final par M. Massé et M. Louis Alexandrenne, alors ministre du Plan et de la Coopération du Sénégal.



● L'un des secteurs prioritaires de l'ACDI : l'agriculture.

tion des sites touristiques intégrés pour contrecarrer l'exode rural.

A Cayar, village de pêcheurs situé à quelque 70 kilomètres de Dakar, M. Massé a visité le centre de mareyage. La construction de ce centre de mareyage est la première phase d'un projet destiné à améliorer la qualité et le conditionnement des produits de la pêche artisanale et à étendre progressivement la distribution du poisson à tout le pays. Grâce à un financement canadien de l'ordre de 3,142 milliards de francs CFA, huit centres de mareyage, pareils à celui de Cayar, seront construits dans le cadre de ce projet.

Dans le nord du Sénégal, M. Massé a visité notamment le projet de fixation des dunes de la région du Gandiolais où l'intervention canadienne remonte à l'année 1979. Les premières campagnes avaient permis la plantation de filaos sur une bande de 200 mètres de large par 6 kilomètres de long. Le financement canadien des campagnes 1979, 1980 et 1981 a été de l'ordre de 135 millions de francs CFA. L'encadrement est assuré par les techniciens de la Direction des Eaux et Forêts du ministère du Développement rural, section des Eaux et Forêts.

Le reboisement de la côte nord protégera les cuvettes maraichères de la région du Gandiolais contre l'avancement des dunes permettant ainsi la

mise en valeur des terres arables et l'augmentation de la production agricole.

Dans le cadre de ce projet, M. Massé a inauguré la maison forestière de Sag et il a ouvert la campagne de fixation des dunes sur 12 kilomètres pour l'année 1981.

Après de nombreuses visites dans diverses régions du Sénégal où M. Massé et sa délégation ont été témoins de la *téranga* sénégalaise et de l'enthousiasme des populations envers les projets réalisés conjointement, M. Massé est revenu à Dakar où il a été reçu en audience, le 6 mai, par le chef de l'Etat sénégalais, le président Abdou Diouf.

Puis, le lendemain, le 7 mai, s'est ouverte la première réunion de la commission mixte canado-sénégalaise au ministère des Affaires étrangères à Dakar. Dans son discours d'ouverture, M. Louis Alexandrenne, alors ministre du Plan et de la Coopération du Sénégal, s'est félicité de la qualité de la coopération entre le Canada et le Sénégal.

Dans sa réponse, M. Massé a dit notamment que « l'expérience heureuse de notre collaboration sur le plan international reflète et explique à la fois la chaleur et la profondeur croissante de nos relations bilatérales ».

La commission a examiné plusieurs

projets en cours d'exécution dont la motorisation des pirogues, la protection forestière en Casamance, le projet de fixation des dunes et la protection des cuvettes maraichères du Gandiolais, l'aménagement hydro-agricole de la vallée du Guidel, la commercialisation des produits de la pêche artisanale, la protection et la surveillance des pêches, la « chaîne du froid », le CESTI, l'Ecole Polytechnique de Thiès, le Centre hospitalier universitaire de Dakar-Fann et les films Santé Afrique, pour ne citer que les projets les plus en vue. Elle a également étudié une dizaine de nouveaux projets et fait le bilan des relations culturelles canado-sénégalaises. Les relations commerciales entre le Sénégal et le Canada étaient également inscrites à l'ordre du jour et elles ont été étudiées par les deux parties.

Dans l'interview qu'il a accordée à M. Hamadou Touré du quotidien sénégalais *Le Soleil*, M. Massé a donné des précisions sur les orientations futures de la coopération canado-sénégalaise... « Nous avons décidé d'un commun accord que la coopération canadienne devrait s'orienter davantage dans les secteurs rural, énergétique et dans celui de la formation des cadres. Pour notre programme, cela implique un changement vis-à-vis de l'aide aux producteurs de base qui sont les agriculteurs, et signifie une plus grande insistance sur le secteur de l'hydraulique villageoise, sur les projets de reforestation et sur l'encouragement à l'agriculture. Tous ces projets entrent dans le cadre de la lutte contre la désertification en vue de l'autosuffisance alimentaire et du développement rural. Cela sera notre priorité de base, celle à laquelle nous allons consacrer le plus d'argent ».

Le séjour de M. Massé au Sénégal a permis non seulement la visite des projets en cours mais il a aussi donné l'occasion aux nombreux échanges de vue entre la délégation canadienne et les autorités sénégalaises. Il témoigne de la nouvelle philosophie de l'aide canadienne « qui a été jusqu'ici beaucoup plus une philosophie de partage. Maintenant cette philosophie évolue. Nous désirons non seulement résoudre un certain nombre de problèmes ponctuels mais également développer l'infrastructure pour permettre aux pays du Tiers-Monde de développer la capacité de se suffire à eux-mêmes ». ■



Economie

Le commerce extérieur du Canada

LE Canada est une nation commerçante. La santé de son économie est étroitement liée à l'état de ses relations commerciales. Le Canada se classe au cinquième rang, après les Etats-Unis, la Communauté économique européenne (CEE), le Japon et l'URSS, pour la valeur totale des échanges commerciaux.

Historiquement, le Canada a eu pour principaux partenaires commerciaux les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Depuis 1876, la majorité de ses échanges s'effectuent avec les Etats-Unis, qui lui achètent aujourd'hui 68 % de ses exportations et lui fournissent 72 % de ses importations. Viennent ensuite la Communauté économique européenne, avec plus de 9 % des exportations et des importations, et le Japon avec 6 % des exportations et 3 % des importations. Les exportations canadiennes trouvent aussi d'importants débouchés en Union soviétique et en Australie. Enfin, parmi les principaux fournisseurs, citons l'Arabie Saoudite, l'Iran, Taïwan, la Corée du Sud et l'Australie.

En 1979, les exportations et les importations du Canada ont atteint 65,51 milliards de dollars (1) et 62,72 milliards de dollars respectivement, soit une augmentation marquée par rapport à l'année précédente. Les produits finis constituent généralement quelque 30 % des exportations, les automobiles et les pièces d'automobiles représentant à elles seules près de 20 % du total. Viennent ensuite les machines et l'équipement, les minerais et produits métalliques (le Canada est l'un des plus importants producteurs mondiaux de minerai de fer), les produits semi-finis, les produits d'origine animale et autres produits comestibles, le pétrole brut et le gaz naturel, et les produits des pâtes à papier. Le Canada est par ailleurs un important producteur de blé, comptant pour 18 % environ du commerce mondial de cette céréale. Enfin, le Canada satisfait quelque 40 % de la demande mondiale de papier journal.

Le Canada importe principalement des machines et de l'équipement, des automobiles et des pièces d'automobiles, du pétrole brut, des produits semi-finis, des métaux ouvrés, des produits



● Le Canada compte pour 18 % du commerce mondial du blé.

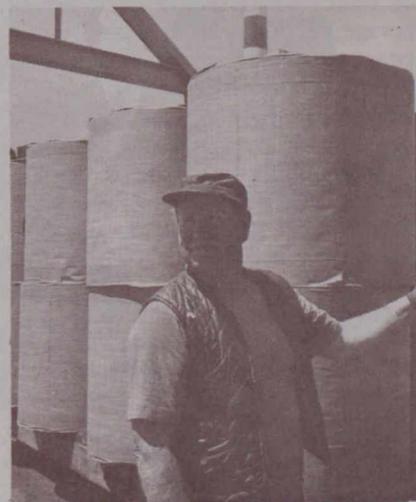
chimiques et des produits d'origine animale et autres produits comestibles. Si le Canada tend à exporter un petit nombre de produits en grande quantité, ses importations englobent généralement un vaste éventail de produits en quantités réduites.

Comme il a été dit plus haut, les échanges entre les Etats-Unis et le Canada l'emportent en ampleur sur toute autre relation commerciale entre deux nations, chacun des deux pays étant le plus important client et fournisseur de l'autre. En 1979, quelque 70 % du total des exportations canadiennes sont allées aux Etats-Unis, soit une valeur approximative de 44 milliards de dollars. Au cours de la même année, le Canada a importé pour 45 milliards de dollars des Etats-Unis, ce qui représente environ 20 % du total des exportations américaines.

Les automobiles et pièces d'automobiles constituent la principale composante des échanges entre les deux pays. En 1978, le total des échanges s'est établi à 24 milliards de dollars dans ce secteur en grande partie couvert par le Pacte canado-américain de l'automobile de 1965, lequel établit pratiquement une zone de libre

échange entre les deux pays pour ce qui est du secteur de l'automobile.

Les produits forestiers et les dérivés du pétrole sont d'autres composantes importantes des exportations canadiennes vers les Etats-Unis. En 1979, le Canada a vendu aux Etats-Unis pour 2,8 milliards de dollars de bois d'œuvre résineux, 2,6 milliards de dollars de



● Le Canada est le plus grand producteur du papier journal au monde.



papier journal et 1,7 milliard de dollars de pulpe de bois. Le total des ventes de pâtes à papier aux Etats-Unis s'est établi à 9,4 milliards de dollars au cours de 1978. En 1979, les Etats-Unis ont reçu du Canada 2,9 milliards de dollars de gaz naturel et 2,4 milliards de dollars de pétrole brut.

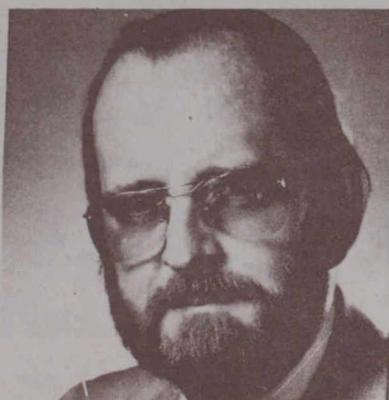
Les machines et pièces comptent pour une large part des exportations américaines au Canada. En 1979, les importations canadiennes de machine à usage général et des machines spécialisées se sont élevées à 4,3 milliards de dollars et celles de machines agricoles à 1,5 milliard de dollars. Le Canada importe aussi des Etats-Unis des produits chimiques et des engrais, du matériel de télécommunications, des composants électroniques et des avions.

Des faits nouveaux se sont produits récemment sur la scène économique, qui laissent présager un accroissement des échanges avec les Etats-Unis. La dévaluation du dollar canadien par rapport au dollar américain favorise les exportations canadiennes.

Le marché japonais est le deuxième en importance au monde, et le Canada et le Japon sont devenus d'importants partenaires commerciaux. En 1979, les échanges entre les deux pays ont atteint des niveaux records, les exportations et les importations canadiennes s'établissant respectivement à 4 milliards et 2,1 milliards de dollars. Les exportations comprenaient principalement des matières premières industrielles et des denrées alimentaires, tandis que les importations étaient constituées en grande partie d'automobiles et de pièces d'automobiles. Par ailleurs, la valorisation du yen a accru la compétitivité des produits canadiens sur le marché japonais.

Le volume des échanges entre le Canada et la Communauté européenne a dépassé 12 milliards de dollars en 1979. Le Canada exporte vers les pays de la CEE surtout des produits ouvrés et des matières brutes et en importe principalement des produits finis. Le Royaume Uni est le principal partenaire économique du Canada au sein de la CEE, les échanges avec ce pays comptant pour

Grâce à sa gamme complète de services de prêts, d'assurances et de garanties, la Société pour l'expansion des exportations (S.E.E.) a facilité, en 1980, des accords financiers d'une valeur globale de 3,5 milliards de dollars pour appuyer des opérations canadiennes d'exportation.



● M. Sylvain Cloutier, président de la S.E.E.

plus du tiers du total. En 1979, la Grande-Bretagne a reçu pour plus de 2,6 milliards de dollars d'exportations canadiennes et vendu au Canada les produits s'élevant à 1,9 milliard de dollars. Parmi les plus importantes exportations britanniques vers le Canada, citons les vêtements et les produits électriques. Le volume des échanges entre le Canada et la République fédérale d'Allemagne est évalué à 3 milliards de dollars pour 1979. Les exportations du Canada vers l'Allemagne se composent pour la plus grande partie de matières premières industrielles et de produits semi-finis. Le principal produit d'exportation vers le Canada est l'automobile, dont les ventes ont atteint 256 millions de dollars en 1979.

Le Venezuela est une importante source de pétrole pour le Canada, ayant remplacé en partie les fournisseurs du Moyen-Orient. En 1979, ses exportations vers le Canada se sont établies à 1,54 milliard de dollars, soit dix fois plus que tout autre pays d'Amérique latine.

L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ont un grand potentiel commer-

cial. De 1978 à 1979, les exportations canadiennes vers l'Amérique du Sud et le Mexique ont augmenté de 347 millions de dollars pour passer à 2,4 milliards de dollars, soit l'équivalent de la valeur des échanges entre le Canada et les pays du Commonwealth (Grande Bretagne non comprise). Le Canada exporte principalement vers l'Amérique latine du blé et de la farine, du papier journal, des machines, des instruments agricoles, des appareils électriques, de l'aluminium, des plastiques synthétiques et du poisson. Outre les importantes quantités de pétrole que lui fournit le Venezuela, le Canada importe principalement du café, des bananes, du sucre, des noix, de la vanille et des graines de cacao. Le Brésil, Cuba et le Mexique sont nos plus importants partenaires commerciaux en Amérique latine.

Le Canada entretient des relations commerciales de longue date avec les pays du Commonwealth britannique. La Grande-Bretagne étant exclue, les exportations canadiennes vers les pays du Commonwealth comptent pour quelque 6 % du total des échanges. Les principaux produits d'exportation sont les produits des pâtes à papier, le blé et la farine, les automobiles et les pièces et les machines. Quant aux importations, citons notamment le sucre, le thé, le caoutchouc, la bauxite, la laine, le lin, le chanvre et le jute, le pétrole brut et le café.

Le champ des possibilités d'exportation du Canada s'élargit rapidement. Des efforts considérables ont été consacrés au renforcement des échanges entre le Canada et la République populaire de Chine. Depuis les années 60, la Chine est en général l'un des plus importants marchés pour le blé canadien ; elle offre également des débouchés intéressants pour la pulpe de bois, les engrais et divers métaux. En 1978, le volume des échanges canado-chinois s'est élevé à près de 600 millions de dollars, dont 503 millions de dollars en exportations canadiennes.

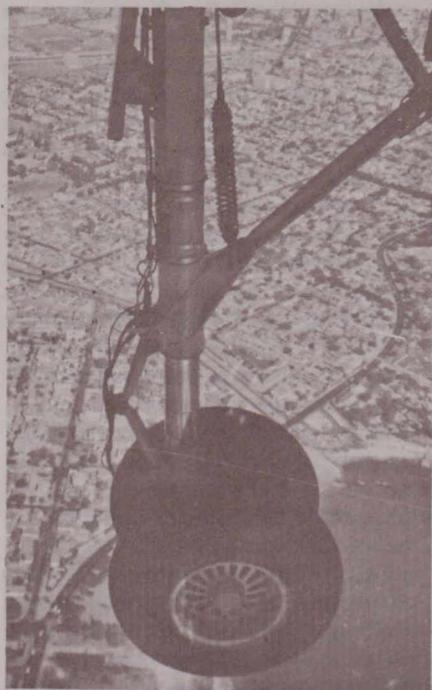
La structure tarifaire du Canada comprend quatre catégories de taux de droits. Le tarif de préférence britannique, le tarif de préférence générale, le tarif général et le tarif de la nation la

Le Canada et l'Afrique



● *En haut : la province de Terre-Neuve exporte des produits de pêche morues, homards, saumons- partout dans le monde.*

● *En bas : l'industrie canadienne est connue pour ses pièces mécaniques à haute performance.*



plus favorisée. Les taux du tarif de préférence britannique s'appliquent aux marchandises importées de tous les pays du Commonwealth, à l'exclusion de Hong Kong. Le tarif de préférence générale permet d'appliquer des taux réduits aux produits en provenance des pays en développement. En général, le taux est celui du tarif de préférence britannique soit celui de la nation la plus favorisée moins un tiers, selon le moindre de ces deux taux. Le tarif de la nation la plus favorisée est le tarif de base ; ses taux sont généralement plus élevés que ceux du tarif de préférence britannique et s'appliquent aux pays avec lesquels le Canada a conclu des accords commerciaux bilatéraux ou qui sont parties à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Enfin, le tarif général frappe les marchandises en provenance de tous les pays avec lesquels le Canada n'a pas conclu d'accords commerciaux.

Le GATT établit un ensemble de règles et d'obligations en vue de la conduite des échanges internationaux, ajoutant ainsi une mesure de discipline et de certitude aux relations commerciales entre Etats participants. Fait plus important encore, il a permis au fil des ans d'abaisser les barrières imposées au commerce à travers le monde. Avec le Tokyo Round en 1973, ont débuté les négociations commerciales multilatérales les plus ambitieuses depuis l'instauration du GATT. Celles-ci se sont poursuivies pendant six ans et ont abouti aux accords NCM (Négociations commerciales multilatérales) qui ont permis à la fois d'abaisser sensiblement les barrières tarifaires et de clarifier le recours aux barrières non tarifaires, notamment les subventions, les normes techniques et l'octroi des licences. Le GATT et les accords NCM, les plus importants accords commerciaux internationaux signés par le Canada, sont à la base de la politique commerciale canadienne.

La promotion du commerce extérieur canadien relève du ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce. Le ministère, dont l'administration centrale est à Ottawa, compte 12 bureaux régionaux au Canada ainsi que 301 délégués commerciaux disséminés dans 65 pays. Les délégués commerciaux s'occupent de trouver des agents fiables pour des sociétés canadiennes, offrent un point de contact aux hommes d'affaires en visite et fournissent des renseignements sur les règlements locaux et les marchés potentiels.

Le commerce extérieur occupe une place très importante dans le système économique canadien. La valeur du commerce international du Canada (126 milliards de dollars) équivaut approximativement au quart du produit national brut et à plus de la moitié de la production totale du Canada. Les échanges commerciaux revêtent une importance telle pour l'économie canadienne que la santé du marché international est essentielle à la prospérité du Canada. ■

(1) Tous les chiffres sont en dollars canadiens.

SUPPLEMENT

Le Canada - pays agricole

A la découverte de l'agriculture et de l'élevage au Canada



Le Canada est le plus vaste pays de l'hémisphère occidentale et le deuxième plus grand pays du monde. Sa superficie totale est d'environ un million d'hectares, mais la majeure partie de ses terres sont impropres à l'agriculture, en raison de leurs caractéristiques physiques (forêts, lacs, montagnes, roc) et du climat. Malgré cela, les fermes occupent 69.000 hectares, dont 44.000 de terres améliorées. Résultat : le Canada se classe parmi les plus grands producteurs et exportateurs de denrées alimentaires au monde.

La plupart des fermes canadiennes sont situées à moins de 500 kilomètres de la frontière canado-américaine. Elles sont distribuées inégalement entre les 10 provinces et présentent une grande variété de sols. Le Canada n'a pas de ferme type. Le climat, le sol, la dimension des fermes et le genre de culture ou d'élevage varient d'une région agricole à l'autre.

La région des Prairies

Soixante-quinze pour cent des terres cultivables se trouvent dans les trois provinces des Prairies, soit le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta. Les températures des Prairies peuvent va-

rier de -55° à $+41^{\circ}$ Celsius. Il est rare qu'on atteigne ces extrêmes, mais les été sont chauds et secs et les hivers, très froids. Les précipitations annuelles s'échelonnent entre 33 et 50 centimètres.

Les fermes ont en moyenne 200 hectares et l'on y cultive surtout les céréales. Le climat se prête particulièrement à la production d'un blé vitreux roux du printemps de très haute qualité qui est exporté dans de nombreux pays. Les provinces de l'Ouest produisent également des céréales fourragères, et on y trouve un certain nombre de fermes d'élevage et de production laitière. L'élevage bovin en liberté prédomine dans le sud-ouest de l'Alberta. Les Prairies produisent de plus en plus de graines oléagineuses -le colza, le lin et le tournesol. Dans certaines régions, on récolte également de la graine de semence, de la semence fourragère, de la betterave sucrière et des légumes.

La région centrale

C'est la deuxième plus importante région agricole du Canada ; la plupart de ses fermes se trouvent sur les rives du fleuve St-Laurent, dans la vallée de l'Outaouais et le sud de l'Ontario.

De vastes plans d'eau modifient le climat, particulièrement dans le sud-

Le Canada et l'Afrique

ouest de l'Ontario où les hivers sont doux. Cette région englobe également la partie la plus méridionale du Canada et les précipitations varient entre 75 et 115 centimètres par année.

Les fermes de cette région sont plus petites -généralement de 30 à 140 hectares. On y pratique surtout l'élevage, notamment de la vache laitière, du bœuf, du porc et de la volaille. La production de maïs, de céréales mélangées, de blé d'hiver, d'avoine et d'orge est destinée principalement à l'alimentation des animaux. Il y a également des cultures commerciales, notamment le soja, la pomme de terre, le tabac blond, les pommes, les fruits tendres et les légumes.

La région atlantique

Cette région comprend les provinces de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick ainsi que la péninsule gaspésienne, au Québec. Il n'y a pas de grands écarts de température, en raison de la présence modératrice de la mer. Les précipitations varient entre 75 et 140 centimètres.

En général, le climat et le type de sol favorisent la polyculture. Les conditions se prêtent particulièrement à la culture des céréales fourragères et, par conséquent, à l'élevage. Dans cette région, il n'est pas rare que s'ajoutent à l'agriculture, la pêche ou l'exploitation forestière. La plupart des fermes sont petites, mais les sols sont généralement fertiles. La pomme de terre est l'une des principales cultures de l'Île-du-Prince-Édouard et de certaines parties du Nouveau-Brunswick. Certains secteurs se spécialisent également dans la culture des légumes et des pommes.

La région du Pacifique

Les agriculteurs de la côte ouest, en Colombie-Britannique, pratiquent surtout la culture horticole et l'élevage des vaches laitières. La vallée de l'Okanagan est renommée pour ses pommes, ses pêches, ses prunes et ses cerises. Dans les vallées arrosées, le sud de la province et l'île de Vancouver, on cultive d'autres fruits, des légumes et des fleurs.

La région de la rivière La Paix

La vallée de la rivière La Paix, dans le nord de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, est l'une des rares régions agricoles situées au-delà de 500 kilomètres de la frontière canado-américaine. On y cultive principalement les

céréales et le fourrage. La fraîcheur du climat et la courte durée de la saison de croissance limitent la production, mais les longues journées d'été favorisent le développement des semailles et expliquent la vigueur des récoltes de céréales et de fourrage.

Pratiques agricoles

Les fermes au Canada vont de l'immense ferme avicole d'un acre ou deux à la ferme d'élevage bovin couvrant plusieurs cantons, avec tous les intermédiaires possibles. Il n'y a pas de ferme type. On peut dire, cependant, que l'industrie agricole canadienne repose principalement sur la ferme familiale. Des 366.000 fermes recensées en 1971, seulement 1.000 environ ont été classées «fermes non familiales».

La plupart des agriculteurs canadiens sont propriétaires de leur ferme. Cependant, comme les fermes ont diminué en nombre et augmenté en importance, de nombreux fermiers louent maintenant une partie de leurs terres.

On estime que la production d'un travailleur agricole canadien nourrit environ 50 personnes. L'apparition des machines agricoles a contribué à réduire la main-d'œuvre, tout en augmentant la production. De nos jours, moins de sept pour cent des Canadiens vivent sur des fermes.

L'industrie agricole canadienne est hautement mécanisée. Le Canada compte maintenant plus de tracteurs que de fermes. Plus des deux tiers des fermes possèdent des camions, et cette proportion ne cesse d'augmenter. La machinerie agricole devient de plus en plus spécialisée afin de satisfaire aux exigences des fermes modernes. La majeure partie de la production céréalière de l'Ouest canadien est récoltée à l'aide de moissonneuses-batteuses automotrices. Des ramasseuses-presses, des moissonneuses et des ensileuses mobiles assurent la récolte des fourrages. Pour le labourage, il existe une grande variété de charrues, herses, échaumeuses à disques, cultivateurs et extirpateurs, dont plusieurs peuvent être manœuvrés à partir d'un tracteur, grâce à un système hydraulique. Pour ensemercer et fertiliser, on adapte aux tracteurs modernes de gros semoirs auxquels on adjoint souvent une herse à disques. On utilise des produits chimiques différents selon la nature de la récolte. Des plantoirs spéciaux ont été mis au point pour les cultures telles la pomme de terre, la betterave sucrière, les légumes, le tabac et les sauvages. On ajoute de l'engrais à une grande variété de produits agricoles canadiens. En outre, on utilise des insecti-

Le Canada et l'Afrique

cides et des pesticides pour s'assurer que les récoltes et le bétail pourront combattre les milliers de mauvaises herbes et d'insectes ravageurs que l'on trouve au Canada. Le gouvernement fédéral exerce un contrôle rigoureux sur tous les produits chimiques agricoles.

L'amélioration constante des techniques culturales, de la machinerie, des engrais et des espèces cultivées permet à l'agriculture canadienne d'accroître chaque année sa productivité d'environ 3,5 %. A cette croissance s'ajoute celle directement associée à l'expansion normale de la production consécutive à l'augmentation des demandes intérieure et étrangère.

L'élevage

Le Canada figure parmi les premiers pays au monde pour ce qui a trait à la consommation de viande par habitant. Les producteurs de bétail jouent un rôle essentiel dans le secteur agricole du pays. Les ventes de bovins, de porcs et de volailles procurent aux fermiers canadiens environ 40 % de leur revenu en espèces, et la production de bovins est la composante la plus forte des recettes en espèces provenant de l'exploitation agricole. De même que bien d'autres activités agricoles, l'élevage du bétail est devenu une grosse affaire. De nos jours, les investissements énormes pour l'acquisition de troupeaux et d'infrastructures de production sont devenus la norme habituelle pour les fermiers qui fournissent la majeure partie de la viande canadienne. Plus en aval, le long de la chaîne de production alimentaire, le conditionnement de la viande est devenu la quatrième industrie manufacturière du Canada.

Les éleveurs canadiens recourent aux techniques les plus modernes et exercent un contrôle très sévère sur la qualité de leurs produits.

Le Canada est à l'avant-garde en matière d'inspection sanitaire et de lutte contre les maladies des animaux, afin de garantir l'écoulement de viande saine et nutritive. Des lois fédérales, appliquées par la Direction générale de l'inspection de la production des aliments d'Agriculture Canada, permettent de contrôler et d'enrayer les maladies existantes, en plus de régir la certification des animaux destinés à l'exportation. Les nombreuses mesures préventives contenues dans les textes législatifs ont fait du Canada l'un des rares pays où n'existe pas la fièvre aphteuse, ce qui place les éleveurs dans une situation privilégiée sur les marchés étrangers.

Le Canada a développé de vastes marchés internationaux pour les produits de l'élevage. Les principales exportations sont, pour les bovins, les géniteurs, les sujets d'engrais et d'abattage, le sperme et la viande ; pour les porcins, il s'agit surtout de viande et de sujets reproducteurs.

Les recherches ont augmenté les connaissances sur la nutrition animale et ont placé les techniques d'alimentation canadiennes parmi les plus sophistiquées du monde. Les hybrides engendrés à l'aide de sperme canadien devraient donc exceller sous des conditions d'élevage intensif avec utilisation de rations hautement énergétiques et produire de la viande de qualité hors pair.

Bœuf

La transformation des viandes est la plus grande industrie alimentaire du Canada et se classe au troisième rang des industries manufacturières. Ce secteur regroupe 473 abattoirs inspectés par le gouvernement fédéral et un certain nombre d'usines inspectées par les gouvernements provinciaux. Ces établissements sont disséminés dans tout le pays, mais sont plus nombreux en Alberta et en Ontario.

Les produits du bœuf destiné à l'exportation doivent être examinés par l'Etat à l'abattoir et au point d'origine. Les inspections sont confiées à des agents qualifiés du gouvernement qui doivent veiller au respect des règlements relatifs à l'hygiène des établissements et des animaux ainsi qu'à la transformation.

La production de bœuf en boîte, c'est-à-dire de morceaux de gros et d'éventuels morceaux de détail, connaît une expansion rapide.

La plupart des carcasses sont examinées par des inspecteurs fédéraux qui les cotent d'après leur qualité et leur indice de rendement en viande.

Produits laitiers

Le Canada joue une part importante dans l'exportation de lait de transformation, en particulier de poudre de lait écrémé, de fromage et de lait concentré. L'Ontario et le Québec ont la plus grande part de la production nationale, soit respectivement 35 et 40 %.

Au cours des dernières années, on est parvenu à augmenter le rendement de chaque vache laitière par un choix judicieux des méthodes d'alimentation et de zootechnie ainsi que par un emploi abondant de céréales et de suppléments protéiques. C'est ainsi que le cheptel national, qui compte de 1,9 à 2 millions de vaches, donne annuelle-



Le Canada et l'Afrique

ment de 7.600 à 7.700 millions de tonnes de lait.

La technologie du secteur laitier est remarquable. Les 425 laiteries canadiennes, par exemple, sont fortement mécanisées ou automatisées de façon à réduire les frais de main-d'œuvre et les risques d'erreur dans certaines opérations comme la fabrication du fromage et la déshydratation.

L'inspection rigoureuse par le gouvernement de tous les produits destinés à l'exportation permet d'éliminer les produits défectueux et assure à l'importateur étranger des produits de la plus haute qualité.

La Commission canadienne du lait est le principal organisme responsable de l'application du programme laitier national.

En 1978-1979, le Canada a produit 141.800 tonnes métriques de lait concentré et 9.400 tonnes de lait concentré sucré.

Aviculture

La mise au point de techniques de production commerciale des poulets à griller vers 1950 a révolutionné l'aviculture canadienne. Les races bivalentes auparavant utilisées pour la production d'œufs, de poulet et de dindon ont depuis lors été remplacées par des races spécialisées. Parmi les autres facteurs qui ont marqué l'évolution de cette industrie, mentionnons la construction de meilleurs bâtiments ainsi que la mise au point de méthodes plus efficaces pour la reproduction, l'alimentation et la prévention des maladies.

L'introduction du concept de la gestion des approvisionnements vers 1970 a été l'une des plus grandes forces stabilisatrices du secteur avicole. Les œufs, le dindon et le poulet sont maintenant mis en marché grâce à l'entreprise d'organismes de commercialisation provinciaux et nationaux. Le Canada offre donc aux importateurs de la viande et des sujets de reproduction de haute qualité, des techniques à la fine pointe du progrès et une source d'approvisionnements stable.

L'aviculture canadienne comprend la production d'œufs, de poulet, de dindon et de sauvagine. En juillet 1979, on avait mis en marché 372 millions de kg de poulet, 100 millions de kg de dindon, 4,5 millions de kg de sauvagine et 464 millions de douzaines d'œufs. Le secteur avicole se concentre surtout au Québec et en Ontario.

Horticulture

L'horticulture canadienne est restreinte aux régions dont les sols et le

climat lui sont favorables, soit la vallée de l'Okanagan et le sud intérieur de la Colombie - Britannique, diverses parties du sud ontarien, en particulier la péninsule de Niagara, et certaines zones du Québec et des provinces maritimes. Les pommes, les pommes de terre, les bleuets et quelques légumes de transformation sont d'importants produits d'exportation.

L'efficacité accrue du secteur horticole canadien s'explique par de meilleurs moyens de lutte contre les insectes, les maladies et les mauvaises herbes ainsi que par l'utilisation de machinerie et de pratiques culturales plus sophistiquées. La qualité du produit fini a, pour sa part, profité d'une amélioration du matériel de classement, des entrepôts et de machines diverses.

Légumes transformés

Les principaux légumes d'exportation sont transformés dans l'est du Canada, surtout en Ontario et au Québec. En 1978-1979, les exportations de légumes en conserve ont augmenté de 61 %, comparativement à l'année précédente. Cette même année, le Canada a transformé 95.391 tonnes d'asperges, de haricots verts, de haricots beurre et de maïs. De ce volume, 11.358 tonnes étaient destinées à l'exportation. En outre, le Canada a exporté 22,4 millions de kilos de légumes congelés (surtout des pois, des haricots et du maïs) durant cette période.

Céréales et oléagineux

En 1979-1980, le Canada devait produire environ 35,6 millions de tonnes de grains, soit 14 % de moins qu'en 1978-1979 alors que la récolte avait atteint 41,4 millions de tonnes. Cette régression est imputable à une baisse de 18 % de la culture du blé et à une réduction de 10 % des emblavures de céréales secondaires.

La quantité d'oléagineux récoltés en 1979-1980, devait se fixer à 5,1 millions de tonnes, soit 400.000 tonnes de plus que l'année précédente.

Le blé a toujours été et reste la grande culture du Canada. Environ 97 % de la superficie emblavée au pays se trouve dans les provinces des Prairies (Alberta, Saskatchewan et Manitoba). Dans cette région, la principale variété cultivée est le blé vitreux de printemps que l'on réserve à la panification. L'Ontario est la seule autre province où la culture du blé a une importance commerciale. On y produit surtout du blé tendre d'hiver que l'on utilise pour la fabrication de farine de pâtisserie.





TWIN OTTER



Industrie aérospatiale

Le Canada au Salon du Bourget

APPUYÉE par une technologie perfectionnée que des années d'expérience ont parfaitement huilée et qui remonte aux tout premiers jours de l'aviation, l'industrie aérospatiale canadienne s'est taillée une réputation internationale pour la qualité et la fiabilité de ses produits et de ses services, conçus pour répondre aux conditions les plus rudes qui soient.

C'est cette technologie et cette expérience qui furent mises en évidence au stand canadien du 34^e Salon international de l'Aéronautique et de l'Espace, qui s'est tenu à l'aéroport Le Bourget à Paris, du 4 au 14 juin 1981. Le stand du Canada, parrainé par le ministère canadien de l'Industrie et du Commerce était situé dans le pavillon du Canada, Bâtiment 2.

Les distances, la géographie et la petite population du Canada ont favorisé la mise au point d'aéronefs, d'équipements, de composants et de systèmes qui ont été rapidement acceptés à travers le monde. En 1980, le chiffre d'affaires de l'industrie aérospatiale au Canada s'élevait à plus de 2 milliards de dollars, dont 80 % ont été exportés.

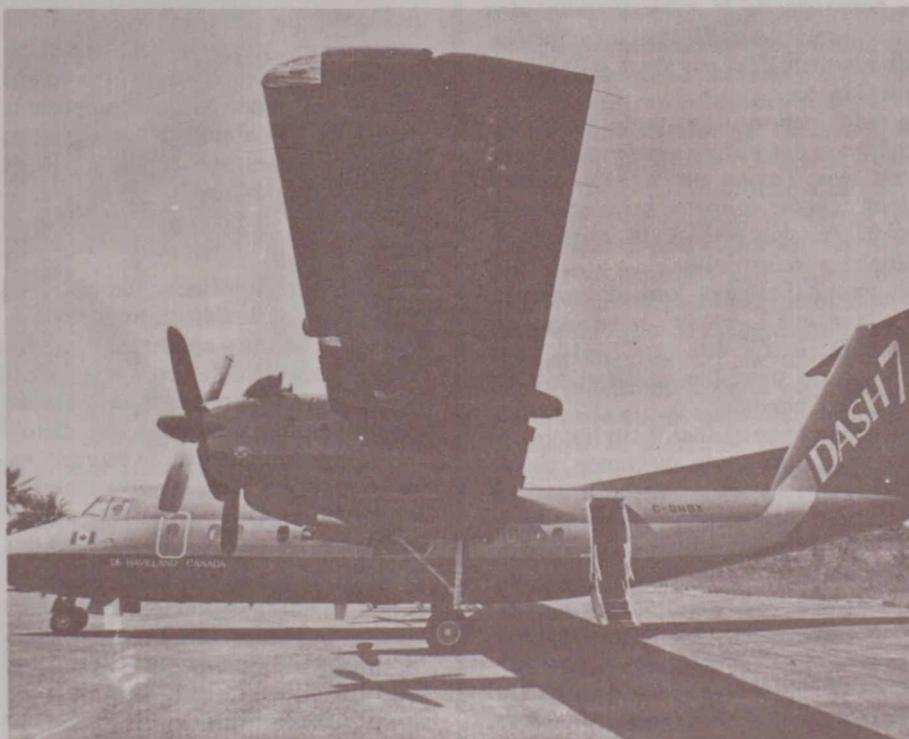
Depuis 1947, le Canada a fabriqué plus de 3800 ADAC (avions à atterrissage et à décollage courts) et aéronefs d'usage général et commercial qui ont été vendus dans plus de 100 pays. Mentionnons par exemple, les avions Bea-

ver, Twin Otter, Buffalo, Caribou et DASH 7, de la société de Havilland, ainsi que les CL-215 Waterbomber, les North Star CL-44 et les Cosmopolitan, de Canadair.

Pendant la même période, au moins 3500 avions militaires, tels que le F-86

Sabre, le CF-104, et le CF-5, ont été produits au Canada sous licence avec des matériaux et des techniques de fabrication de pointe. Ces avions peuvent répondre aux spécifications militaires les plus rigoureuses du monde.

De nouveaux programmes en cours



● Le DASH 7 est un avion de 50 places de transport silencieux de type ADAC de la société de Havilland du Canada.



● *Le Challenger, dont le prototype est sorti de l'usine en 1978, doit son succès à trois caractéristiques : son fuselage de grand diamètre, sa voilure de technologie avancée et ses réacteurs à haut rendement.*

feront augmenter de façon considérable le niveau de l'emploi, des ventes et de la technologie dans l'industrie canadienne. Ces programmes comprennent notamment :

- le DASH-8 à 36 places et le DASH 7 à 50 places (déjà en opération), deux avions de transport silencieux de type ADAC, de la société de Havilland, du Canada.
- poursuite de la mise au point des réacteurs PT-6 et JT-15 et introduction du réacteur PT-7 par Pratt & Whitney du Canada.
- participation importante aux programmes des Forces armées canadiennes avec l'avion patrouilleur Aurora long courrier de même qu'avec le nouveau chasseur NFA/F-18, et leurs retombées industrielles.
- l'avion d'affaires long courrier, le Challenger CL-600 et ses versions allongées, le CL-601 et CL-610, plus l'avion de surveillance téléguidé CL-289, de Canadair.
- recherche permanente sur le concept d'augmentateur de portance de la DHC, pour l'avion à réaction ADAC en prévision d'un programme conjoint de mise au point et de production avec un autre pays.

Le Canada a également été au premier plan dans le développement d'équipements électroniques sophistiqués, de moteurs d'avion, de pièces et de composants d'aéronefs, de systèmes de contrôle et de servitude au sol, d'équipements et de systèmes pour la manutention des bagages et du fret.

Les entreprises canadiennes sont au premier rang des concepteurs et des manufacturiers de petits réacteurs à turbines pour les avions de transport, les hélicoptères, les aéroglisseurs, les ADAC et les avions d'affaires à grand rayon d'action et à haute performance.

Tout avion Boeing, Lockheed et Mac Donnell Douglas et la plupart des autres avions à réaction commerciaux fabriqués par ces entreprises comprennent des pièces de fabrication canadienne. En outre, sur la liste de nos clients qui achètent des composants mécaniques, hydrauliques, électriques et électroniques, spécialement conçus et fabriqués au Canada, figurent presque tous les fabricants d'aéronefs commerciaux du monde.

Dans les domaines jumeaux de l'avionique et de l'électronique de défense, le Canada a apporté une contribution considérable avec une vaste gamme de produits et d'applications : composants et systèmes pour la détection, l'instrumentation, la navigation, les communications, la surveillance et la simulation. Ce matériel est posé sur des véhicules au sol, des navires, des aéronefs et des installations fixes.

Le Canada est également un des partenaires du programme spatial avec ses propres familles de satellites de recherche et de communication, ses fusées-sondes atmosphériques, et un réseau de stations de poursuite au sol. De même, les entreprises canadiennes fournissent des antennes, des télé-

manipulateurs et d'autres composants, aux programmes spatiaux des Etats-Unis, du Japon et d'autres pays.

La fabrication, la réparation et la vérification des pièces de rechange sont plus ou moins effectuées par tous les manufacturiers de l'industrie. Celle-ci se charge aussi des contrats pour les avions des Forces armées canadiennes. Les lignes aériennes font elles-mêmes la plupart de leurs réparations et de leurs vérifications.

Les installations fixes de réparation et de vérification vont des petites « stations d'essence » à des installations intégrées, capables de concevoir, de fabriquer et d'installer des modifications complexes, des intérieurs et des équipements pour les avions les plus modernes à ailes fixes et rotatives.

En plus des produits et des systèmes, les entreprises canadiennes offrent un large éventail de services orientés vers l'aérospatiale. Nos ingénieurs - conseils font la conception de souffleries, de plans d'expansion d'aéroports et de routes aériennes, des études de faisabilité sur les appareils pour les vols intérieurs court courrier, et des études sur les routes aériennes.

L'industrie aérospatiale est en plein essor au Canada et a beaucoup à offrir au monde entier. Elle donne des exemples de son savoir-faire et de son expérience dans les produits et les services présentés au stand canadien du 34^e Salon international de l'Aéronautique et de l'Espace du Bourget. ■



Canada-Côte d'Ivoire

Vers une nouvelle dimension des échanges



● L'Honorable Pierre Bussières, ministre d'Etat aux Finances du Canada.

L'HONORABLE Pierre Bussières, ministre d'Etat aux Finances du Canada, a séjourné en Côte d'Ivoire du 4 au 9 mai 1981. Cette visite d'amitié lui a permis de rencontrer Son Excellence, le président Félix Houphouët-Boigny, ainsi que plusieurs membres du gouvernement ivoirien, et de participer à diverses activités de la semaine canadienne tenues au même moment.

Accueilli à sa descente d'avion par le ministre de l'Economie et des Finances, M. Abdoulaye Koné, et par le ministre du Commerce, M. Amoakon Thiémélé, le ministre Bussières a notamment déclaré que, compte tenu «des progrès remarquables de la Côte d'Ivoire, nous aurons l'occasion de donner une nouvelle dimension à nos échanges». Par la suite, le ministre a rencontré le ministre de la Culture, M.

Bernard Dadié et le ministre d'Etat auprès du président de la République, M. Alexis Thierry Leble (qui assurait l'intérim du ministre des Affaires étrangères). Ensuite, il s'est entretenu avec son homologue ivoirien, le ministre des Finances, M. Koné sur les relations canado-ivoiriennes dans les secteurs financier et commercial, ainsi que sur la réunion annuelle de la Banque africaine de développement, à laquelle ils devraient se rendre tous les deux. Le ministre Bussières était l'hôte d'honneur à une réception offerte par l'Ambassadeur du Canada à l'occasion de la semaine canadienne. La journée suivante, le ministre a fait des visites de courtoisie au président de l'Assemblée nationale, M. Henri Konan Bédié et au président du Conseil économique et social, M. Amadou Coulibaly. Des rencontres ont suivi avec le ministre du Commerce, M. Amoakon Thiémélé, le ministre des Mines, M. Paul Gui Dibo et le ministre du Tourisme, M. Duon Sadia.

Avec le ministre du Commerce, il a été question de la contribution potentielle du Canada au développement du secteur agro-industriel en Côte d'Ivoire. Le ministre des Mines a souligné la grande contribution du Canada à la formation de quelque soixante ingénieurs et techniciens miniers et a exploré avec le ministre Bussières les possibilités d'investissement du secteur privé canadien dans le développement des mines et dans la recherche pétrolière. Lors de sa rencontre avec le ministre du Tourisme, le ministre Bussières s'est félicité de la contribution du Canada au secteur hôtelier dans le cadre de la formation du personnel, grâce au projet du lycée professionnel hôtelier d'Abidjan, financé par l'ACDI.

Lors du dîner officiel offert le soir par le ministre des Finances, M. Koné, celui-ci a vu dans la présence de son hôte «une preuve que le gouvernement canadien attache une importance particulière à la coopération avec le continent africain, singulièrement avec la Côte d'Ivoire. Il ne fait aucun doute que chacun tire avantage du continuel enrichissement de nos rela-



● Le ministre d'Etat aux Finances, l'Honorable Pierre Bussièrès accueilli à son arrivée à Abidjan par le ministre de l'Economie et des Finances, S.E. Monsieur Abdoulaye Koné, le ministre du Commerce, S.E. Monsieur Amoakon Thiemélé et l'Ambassadeur du Canada en Côte d'Ivoire, S.E. Monsieur Ernest Hébert.

tions». En réponse, le ministre Bussièrès s'est félicité du progrès remarquable accompli par la Côte d'Ivoire, a défini le sens de la coopération canado-ivoirienne et a exprimé le vif souhait du Canada de voir la Côte d'Ivoire assumer son rôle dans le dialogue Nord-Sud. «Nos deux pays veulent nouer à part entière et en pleine égalité des relations commerciales et culturelles mais cela dans le respect de vos priorités et aussi de vos compétences. De cette façon nous pourrons, les uns et les autres, assurer le mieux-être de nos populations et assurer également le progrès de nos sociétés. Dans cette optique, je n'ignore pas que la question d'un prix juste et rémunérateur pour vos produits de base (le café et le cacao notamment) représente pour vous, non seulement une priorité importante mais absolue. C'est pourquoi le pays que je représente, et en particulier le Premier ministre Trudeau, attachent tant d'importance à la présence du président Houphouët-Boigny au Mexique. Si nous voulons assurer la paix, la

justice, la liberté, il est essentiel et urgent que nous concevions un nouvel ordre économique dans lequel les pays du Sud participent à part entière et sur un pied d'égalité avec les pays du Nord. Vous avez un rôle à jouer, une mission à remplir, ce rôle et cette mission ne pourront se réaliser pleinement que dans l'union, la liberté et l'indépendance, et dans l'exercice de cette mission vous pouvez compter sur la compréhension et l'amitié du Canada».

Le ministre Bussièrès a profité de sa visite pour découvrir l'intérieur du pays. A Yamoussoukro, le président de la République, Son Excellence Félix Houphouët-Boigny, a reçu le ministre et sa délégation à un déjeuner où ils ont pu discuter de la coopération entre les deux pays et des possibilités de faire avancer le dialogue Nord-Sud, et particulièrement la question de la rémunération des produits de base.

Le ministre a par la suite voyagé à Daloa, où il a été reçu par le ministre de l'Agriculture, M. Denis Bra Kanon,

ainsi que par le préfet et d'autres notables de la région. Le ministre a pu constater les progrès remarquables accomplis par la Côte d'Ivoire dans le domaine agricole, notamment dans les plantations de café et de cacao. Il s'est également rendu compte que ce progrès dépend du travail ardu fourni par les paysans ivoiriens qui sont venus nombreux saluer son passage.

Durant son séjour à Daloa, le ministre Bussièrès a visité, entre autres, une usine de café et il a inauguré le centre médical de Lebatagoura, financé par le gouvernement canadien. Il s'est également rendu au parc de la Maroue. Le ministre a aussi été reçu officiellement à dîner et à déjeuner par son collègue Denis Bra Kanon.

De retour à Abidjan, le ministre et sa délégation ont assisté à une soirée canadienne organisée en guise de clôture de la semaine canadienne, avant de s'envoler vers Lomé où il a assisté aux travaux de la réunion annuelle de la Banque africaine de développement.



Echanges bilatéraux

Canada ● Guinée ● Gabon

C'EST sur l'invitation du gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée que le ministre de l'Expansion économique régionale du Canada, l'Honorable Pierre de Bané a effectué une visite officielle en Guinée, du 5 au 8 juin, avant de se rendre au Gabon pour participer à Libreville, du 9 au 12 juin 1981, à la première session de la commission bilatérale canado-gabonaise.

Lors de ces deux visites, le ministre de Bané était accompagné d'une importante délégation dont notamment, M. Michel de Goumois, sous-secrétaire d'Etat suppléant aux Affaires extérieures du Canada.

En République populaire révolutionnaire de Guinée, le ministre de Bané a été reçu en audience, le 5 juin, par le président Ahmed Sékou Touré à qui il a remis un message personnel du Premier ministre du Canada, Pierre El-

liott Trudeau. Les deux hommes d'Etat ont eu un échange de vues sur la situation internationale et ils ont traité de nombreuses questions d'intérêt commun.

Après s'être entretenu avec des hommes d'affaires canadiens de passage à Conakry, il a assisté au banquet d'Etat offert dans le cadre de la visite officielle en Guinée des présidents de la République de Gambie El Hadj Kairaba Jawara et de la République du Sé-



● M Louis Gaston Mayila, secrétaire général du gouvernement du Gabon signant le livre d'or de la ville de Montréal lors de sa visite de travail au Canada en octobre 1980. On voit avec lui, de gauche à droite, le maire de Montréal Jean Drapeau, le Chargé d'Affaires du Canada au Gabon M. André Ouellette, M.A. Monsard et M.S. Ratanga du ministère des Affaires étrangères, Mme Mayila et Mlle J. Moutombi, secrétaire particulière du ministre.



négal Abdou Diouf. Par la suite, le ministre de Bané s'est rendu à Faranah, ville natale du président Ahmed Sékou Touré, où il a fait un bref séjour. Avant de regagner Conakry, il a visité les installations industrielles et portuaires de Kamsar et il s'est entretenu avec l'importante communauté canadienne résidant dans la région.

De retour à Conakry, le ministre de Bané et le ministre des Mines et de la Géologie de Guinée, M. Ismaël Touré, ont présidé une séance de travail regroupant les deux délégations. Lors de cette séance de travail, les deux délégations, après avoir fait le bilan des relations déjà fructueuses entre les deux pays, ont décidé de donner une nouvelle impulsion à ces relations en vue de favoriser le développement de la coopération économique, industrielle, minière et commerciale. Les domaines du développement rural, de l'énergie, des transports, des télécommunications, des mines et de la géologie, de la pêche et de l'élevage ont été définis comme domaines possibles d'intervention. Mais il a été décidé qu'une mission canadienne d'étude et de programmation se rendra prochainement en Guinée pour identifier les secteurs pouvant être retenus d'un commun accord par les deux gouvernements.

Au terme de cette visite, empreinte d'une grande cordialité, le ministre de Bané a invité ses homologues guinéens, les ministres des Mines et de la Géologie, M. Ismaël Touré, et de la Coopération internationale, M. Marcel Cros, à effectuer une visite au Canada.

Au Gabon, l'Honorable Pierre de Bané a été reçu en audience par le président de la République gabonaise, S.E. El Hadj Omar Bongo. Il s'est également entretenu avec plusieurs membres du gouvernement gabonais et il a rendu une visite de courtoisie au maire de Libreville, M. Lubin Ntoutoume Obamé.

Au cours de son séjour, le ministre de Bané et la délégation canadienne étaient accompagnés d'une mission



● Le ministre de Bané et le ministre des Mines et de la Géologie de Guinée, M. Ismaël Touré, en séance de travail.

d'hommes d'affaires canadiens qui ont rencontré le président de la Chambre de Commerce du Gabon, M. Pierre Mebaly, et le président du patronat gabonais, M. Emile Kassa Mapsi.

Les nombreux entretiens qu'il a eus avec des hautes personnalités gabonaises ont permis au ministre de Bané d'aborder diverses questions relatives à la coopération culturelle, scientifique et technique et d'identifier les domaines communs d'intervention sur le plan bilatéral au niveau des investissements et des infrastructures.

A l'ouverture des travaux de la première session de la Commission bilatérale à Libreville, les chefs des délégations canadienne et gabonaise ont rappelé, à l'occasion de leurs discours d'ouverture, les liens d'amitié et de coopération qui existent entre leurs pays. Ils se sont félicités de la tenue de la première réunion de la Commission bilatérale Gabon - Canada, structure de réflexion, de conception et de dynamisation des relations bilatérales créée à l'occasion de la visite de travail effectuée au Canada en octobre 1980 par le ministre Louis Gaston Mayila, secrétaire général du gouvernement gabonais.

Lors des travaux de la commission,

une attention particulière a été accordée aux problèmes d'assistance technique, de promotion, de garantie, des investissements et de réalisation d'actions concrètes s'inscrivant dans le cadre du développement économique et social du Gabon.

Les deux délégations ont procédé à un échange de vues très instructif sur ces différents points, aussi bien pour approfondir les domaines de coopération déjà existants que pour dégager des voies nouvelles susceptibles d'enrichir cette coopération.

Elles ont également convenu de favoriser toute action menant à une meilleure connaissance de leur pays et de leurs peuples respectifs par l'échange de films et de documentaires et l'organisation de journées culturelles.

Au terme des travaux, il a été convenu de la tenue d'une deuxième session de la Commission bilatérale au cours du deuxième semestre de 1981.

Avant de quitter le Gabon, le ministre de Bané a tenu à exprimer sa gratitude à Son Excellence El Hadj Omar Bongo ainsi qu'à son gouvernement pour l'accueil particulièrement chaleureux qui lui fut réservé ainsi qu'à sa délégation tout au long de leur séjour au Gabon. ■



Le ministre Brah Mahamane au Canada

Consultations entre le Niger et le Canada

LE ministre du Plan du Niger, Brah Mahamane, à la tête d'une importante délégation, a rendu une visite officielle au Canada, du 22 au 26 avril 1981, dans le cadre de la septième réunion annuelle des consultations canado-nigériennes pour la coopération au développement.

L'Honorable Pierre de Bané, ministre de l'Expansion économique régionale et conseiller du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures pour les affaires francophones dirigeait la délégation canadienne à cette réunion dont les travaux se sont déroulés au siège de l'Agence canadienne de Développement international (ACDI) à Hull, du 22 au 24 avril 1981.

Le séjour au Canada du ministre Brah Mahamane lui a permis d'examiner les multiples aspects des relations entre le Niger et le Canada au cours d'entretiens particuliers avec l'Honorable Pierre de Bané qui a par ailleurs offert le 22 avril, au nom du gouvernement canadien, un déjeuner en l'honneur du ministre Mahamane et de la délégation nigérienne. Le ministre du Plan du Niger a également rencontré l'Honorable Jean-Luc Pépin, ministre des Transports, l'Honorable Pierre Bussières, ministre d'Etat aux Finances, et l'Honorable Charles Lapointe, ministre d'Etat aux Petites et moyennes entreprises. Il a eu d'autre part des échanges de vues avec Marcel Massé, président de l'ACDI, et Michel de Goumois, sous-secrétaire d'Etat suppléant aux Affaires extérieures.

Ces entretiens, empreints de franchise et de cordialité, soulignés par une large convergence de vues, ont permis de constater l'état amical et chaleureux des rapports privilégiés entre le Canada et le Niger. Les représentants des deux pays ont exprimé leur volonté d'unir tous leurs efforts en vue d'élargir et de développer davantage les relations canado-nigériennes, tant au plan bilatéral que multilatéral.

Le ministre Brah Mahamane et la

délégation nigérienne se sont rendus à Montréal, les 24 et 26 avril, pour visiter le Salon de la femme et pour participer aux activités du Niger présentées dans le cadre du salon.

Aux consultations portant sur l'aide au développement, les parties canadienne et nigérienne ont fait le point des projets en cours de réalisation et ont défini les orientations des opérations futures, s'articulant autour de trois axes prioritaires : l'autosuffisance alimentaire, la recherche de l'indépendance économique et l'institution de la société de développement.

Dans cette optique, les parties ont examiné les propositions et retenu un certain nombre de nouveaux projets qui contribueront au développement

économique et social du Niger dans les prochaines années. Le Canada a donné l'assurance de sa collaboration active à la prompt réalisation, dans les limites des ressources financières et humaines disponibles, des interventions retenues.

Les deux délégations se sont félicitées du climat constructif et ouvert qui a marqué les travaux. Elles ont à cet égard observé que les résultats positifs auxquels la réunion a donné lieu, ne manqueront pas d'imprimer un nouvel élan à la coopération entre les deux pays.

La délégation nigérienne a vivement remercié le gouvernement canadien pour l'accueil chaleureux dont elle fut l'objet durant son séjour au Canada. ■

Le «village» de l'ACDI au Salon de la femme à Montréal

Pour la deuxième année consécutive, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a participé au Salon de la femme de Montréal.

En 1981, l'ACDI a invité toute la population à rencontrer des femmes du Tiers-Monde et des coopérants canadiens à son «village», créé spécialement pour l'occasion sur le thème *Le Tiers-Monde, la femme et l'ACDI*.

Que ce soit au centre communautaire ou à la place du marché du «village», des femmes du Pérou, du Bangladesh, des Antilles et du Niger ont parlé de leur pays, de leur famille et de l'appui que le Canada leur apporte par l'entremise des multiples programmes de développement, de santé et d'éducation de l'ACDI. Elles ont dit aussi comment, dans les campagnes, comme dans les villes, elles réussissent de plus en plus à s'organiser elles-mêmes ; les femmes obtiennent des prêts

pour l'achat d'instruments agricoles, forment des équipes pour défricher la terre ou creuser des puits, s'initient aux soins de santé, demandent des conseils sur la régulation des naissances, construisent des cliniques et mettent sur pied de petites industries artisanales.

Elles sont un milliard à vivre en milieu rural et la survie de leur famille dépend souvent de la vente de leurs produits agricoles et de leurs travaux d'artisanat. Ainsi, sur la place du marché du «village», elles montrent, entre autres, comment tisser un panier de paille ou préparer une sauce aux arachides pour le riz ou le poulet. Ces femmes qui doivent constamment faire preuve d'imagination et d'une capacité d'adaptation hors de l'ordinaire pour satisfaire leurs besoins fondamentaux, et ceux des leurs, ont également beaucoup à nous apprendre.



Le Canada et l'Afrique



**Radio-Canada
International**

Emissions en direction de l'Afrique.

Français

Du lundi au vendredi :

1820 - 1900 UTC 19 m

1930 - 2000 UTC 19 m

2100 - 2130 UTC 19 m

Nouvelles

Sports, météo

Revue de presse ou analyse

ou commentaire

Actualités

Samedi :

1900 - 2000 UTC 19 m

Nouvelles

Sports, météo

Canada à la Carte

La semaine canadienne

2100 - 2130 UTC 19 m

Nouvelles

Sports, météo

Arts, Sciences & Lettres

Dimanche :

1900 - 2000 UTC 19 m

Nouvelles

Sports, météo

BONSOIR L'AFRIQUE

Courrier

Allô DX

La boîte à musique

2100 - 2130 UTC 19 m

Le disque

des auditeurs

Radio Canada International

P.O. Box/C.P. 6000

Montréal, Canada

H3C 3A8

Don alimentaire au Sénégal

Le Commissaire à l'aide alimentaire du Sénégal, M. Souleymane Ndiaye, accompagné de l'Ambassadeur du Canada au Sénégal, M. Marc Perron, a réceptionné le 22 avril au Port de Dakar 17.920 tonnes de maïs fournies par le Canada dans le cadre de l'aide alimentaire d'urgence.

Financée par le Canada sous forme de don d'une valeur d'environ d'un milliard de francs CFA, cette aide alimentaire sera partiellement transformée en semoule et distribuée gratuitement aux populations les plus grandement touchées par la dernière sécheresse.

On se rappellera que c'est à l'issue de sa récente visite au Sénégal que le Premier Ministre du Canada avait promis de fournir cette aide alimentaire d'urgence qui s'est avérée la plus importante au titre de la campagne agricole 1980-1981.

Visite du ministre tunisien de la Justice M'Hamed Chaker au Canada

Le ministre de la Justice de la Tunisie, M'Hamed Chaker, a effectué, à l'invitation de l'Honorable Jean Chrétien, ministre de la Justice du Canada, une visite officielle au Canada, du 14 au 20 juin. A Ottawa, où il a séjourné du 15 au 17 juin, M'Hamed Chaker a examiné avec son homologue canadien les préparatifs concernant le Congrès de l'Institut de Droit d'Expression Française (IDEF) qui se tiendra au Canada du 12 au 19 septembre prochains.

Il a également eu des entretiens avec Pierre de Bané, ministre de l'Expansion économique régionale et conseiller auprès du Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures pour les Affaires francophones. M. Chaker a rencontré en outre Charles Lapointe, ministre des Petites et moyennes entreprises et du tourisme, ainsi que Marcel Massé, Président de l'ACDI.

Les conversations ont porté sur l'ensemble des relations canado-tunisiennes et sur les moyens de les renforcer en vue de la réunion de la commission mixte prévue pour cet automne. Au chapitre multilatéral, M. Chaker a discuté avec ses hôtes canadiens de questions relatives à l'Agence de Coopération culturelle et technique.

Le ministre Chaker, à l'invitation du ministre de la Justice du Québec, M. Marc-André Bédard, s'est rendu le 18 juin à Québec où il a eu des conversations avec les autorités du gouvernement du Québec.

Aide canadienne aux réfugiés en Afrique

Le Canada versera en 1981, plus de 22,4 millions de dollars pour répondre aux besoins des réfugiés en Afrique dès qu'il recevra l'accord du Parlement et du Conseil du Trésor, a déclaré le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, lors de la récente Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique. Cette somme servira à répondre aux besoins immédiats définis par la Conférence.

Seize millions seront fournis sous forme d'aide alimentaire d'urgence aux pays où le problème des réfugiés est le plus aigu, soit la Somalie, l'Ethiopie, le Soudan et l'Ouganda. En outre, des subventions de 6,4 millions de dollars seront affectées aux programmes de divers organismes internationaux conçus pour répondre aux besoins les plus urgents des réfugiés.

M. MacGuigan a souligné cependant qu'il s'agissait d'un problème africain dont les solutions ne peuvent être trouvées qu'en Afrique par des Africains.

Le Ministre a aussi rappelé que l'an dernier le Canada a fourni 8,5 millions de dollars en aide alimentaire d'urgence.

Echanges entre journalistes scientifiques

«Ce stage fera date dans l'histoire du journalisme en Afrique».

C'est en ces termes que Babacar Sine, directeur du Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI), à l'Université de Dakar, a clos un séminaire qui, pour la première fois, réunissait des journalistes d'Afrique francophone sur le thème de la vulgarisation scientifique.

Du 23 au 30 avril, 18 journalistes de neuf pays : Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Zaïre ont confronté leur expérience en diffusion de l'information scientifique auprès du grand public. Les stagiaires étaient pour la plupart responsables dans leurs pays respectifs de quotidiens ou de périodiques, tandis que quelques-uns étaient responsables d'émissions scientifiques à la radio ou à la télévision.

Photo couverture : Cueillette de pommes dans la vallée de l'Okanagan

La revue «Le Canada et l'Afrique» peut être obtenue gratuitement sur demande auprès de l'une des ambassades du Canada.

Nos lecteurs sont invités à nous faire connaître leurs critiques sur le contenu de cette publication.

Imprimé aux N.I.S. - Dakar. Direction de publication : Richard Têtu.